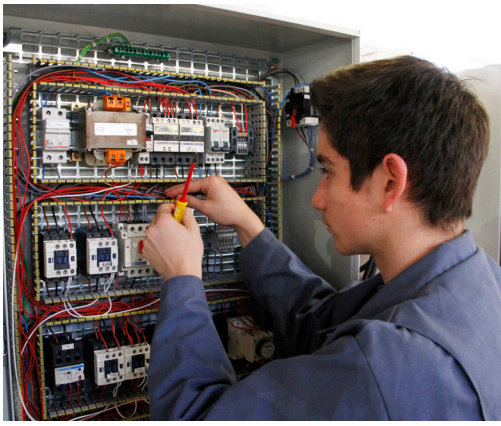
Enseignement catholique actualités n° 400, décembre 2020 - janvier 2021

DOSSIER

Miser sur l'Excellence Pro



© LA JOLIVERIE

Miser sur l'Excellence Pro

Depuis 2009, la voie pro s'est réinventée pour offrir aux jeunes des parcours adaptés à tous les profils : études courtes (bac-3) ou longues (bac+3 et au-delà), sous statut scolaire ou par apprentissage… Fortement mobilisé, l'enseignement catholique s'est mis en ordre de marche pour faire connaître ses atouts : la prise en compte du savoir-être tant prisé par les entreprises, sa proximité avec le tissu local et la grande diversité de ses formations. **Aurélie Sobocinski**

Et si la voie professionnelle était la matrice d'un *cursus honorum*, dont la double vocation – tremplin vers une insertion professionnelle immédiate ou poursuite d'études réussie – ouvrait le champ des possibles à ses élèves ? Vœu pieux ou réalité ? La légitimité de la voie pro n'a jamais cessé d'alimenter la controverse. À y regarder de plus près pourtant, l'accélération des réformes a transformé en profondeur son modèle pédagogique et ses contenus. L'heure est-elle venue de reconnaître sa capacité à proposer un chemin d'excellence qui ne soit plus réservé aux élèves les plus fragiles ? Avec la rénovation de la voie pro actée en 2009, une étape a été franchie dans son intégration dans le système éducatif, faisant bouger les représentations sur le profil scolaire et social des jeunes qui s'y forment. Préparé en trois ans au lieu de quatre, le bac pro n'est plus considéré comme une *« impasse »* mais comme une *« nouvelle chance »*, même si elle reste fragile, expliquent les chercheurs Vincent Troger et Pierre-Yves Bernard[1]. Désormais mobilisée pour permettre à la France de mener 60 % d'une génération à un diplôme de l'enseignement supérieur, la voie pro reste encore une voie à part. Le foisonnement et l'opacité des spécialités – 100 au total avec pas moins de 300 intitulés ! –, auxquels s'ajoutent des taux d'abandon importants en CAP et en apprentissage et des taux de chômage élevés après un CAP ou un bac pro, restent dissuasifs aux yeux du grand public, qui en oublie ses formations post-bac à l'insertion prometteuse… Travailler sur l'orientation implique des prolongements cohérents entre le bac pro et l'enseignement supérieur et entre la formation professionnelle et l'emploi. C'est ce que vise la nouvelle réforme des lycées engagée depuis 2018 en modifiant la structure du bac, couplée à la refonte des modes d'entrée dans l'enseignement supérieur ainsi qu'à la libéralisation de l'apprentissage.

Une offre de bac-3 à bac+3

« Nous sommes passés à l'ambition de véritables parcours vers un métier, dès le bac avec une insertion rapide ou en post-bac via un BTS, jusqu'à bac+3, voire jusqu'à bac+5 », analyse Yves Ruellan, président de RenaSup *(cf. p. III)*. L'enseignement catholique a fait une priorité de la montée en puissance de ces formations, qui réunissent près de 250 000 jeunes. Elles permettent de prendre en compte *« la multiplicité des intelligences et l'ouverture à tous pour la réussite de chacun »*, pointe le texte d'orientation national[2], *Stratégies nouvelles pour la voie professionnelle*, voté

fin 2015. Ces formations ont l'immense mérite de ne pas laisser au bord du chemin les élèves les plus fragiles, a rappelé Philippe Delorme, lors de sa conférence de presse de la rentrée 2020. Se préoccuper de ces jeunes, pour certains en passe de décrocher, en leur offrant une plus-value éducative, tel un accompagnement personnalisé, fait partie de l'ADN de l'enseignement catholique, a insisté le secrétaire général de l'enseignement catholique. Cette valorisation s'incarne aujourd'hui avec la dynamique « Excellence Pro », déployée dans tous les territoires et structures du réseau – lycées pro, techno, agricole, supérieur, CFA-CFC. Pour l'étayer, une agence éponyme a été créée à la rentrée 2019, destinée à outiller les établissements, et un premier grand salon professionnel a été préparé, porté par la mobilisation de l'ensemble du réseau et des partenaires. N'ayant pu se tenir à cause de la pandémie, il sera converti en un showroom virtuel en 2021 *(cf. p. XVI)*. Dans ce paysage en profonde restructuration, les possibilités s'élargissent. Quotas de places réservées en STS, année de transition entre bac pro et BTS, mentions complémentaires, accès facilités aux classes préparatoires, création de licences pro en trois ans à l'université et de bachelors de technologie en IUT… permettent aux bacheliers pro d'aller vers le supérieur.

« Ce qui importe, c'est d'offrir des perspectives visibles et attractives du bac-3 au bac+3. Il s'agit d'être imaginatif pour susciter l'appétence afin que chacun atteigne son niveau d'excellence – qu'il s'arrête au bac pro ou au-delà », souligne Ivan Leroux, chef d'établissement du groupe Saint-Jean, à Rennes *(cf. p. VIII-IX)*. *« On sort d'une logique déterministe en silo pour entrer dans un modèle plus ouvert et personnalisé, qui permet à chacun de construire son orientation* •••

© D.R.

Trois questions à Yves Ruellan, président de RenaSup

Quelles évolutions connaît actuellement l'enseignement professionnel ?

Yves Ruellan : Une réelle ambition a pris forme pour proposer aux jeunes dans la voie professionnelle non plus seulement des formations isolées mais la possibilité de parcours de bac-3 à bac+3, voire à bac+5. D'une orientation subie, nous passons à une logique de choix progressifs qui permettent de mûrir un projet. Au lycée professionnel, la réforme permet d'opter en 2de entre différentes familles de métiers puis d'affiner ses spécialités et de choisir le modèle pédagogique (statut scolaire ou apprentissage), jusqu'à l'alternative en Tle entre insertion rapide ou poursuite d'études.

Comment cette poursuite d'études est-elle encouragée ?

Y. R. : À l'entrée dans le supérieur, une attention particulière est réservée aux bacheliers pro avec des quotas d'accès aux BTS au sein de Parcoursup, la refonte des programmes de BTS en modules de compétences, et l'explosion actuelle des propositions pour eux en bac+3. Le déploiement de ce continuum, qui tient compte de la maturité, des désirs et des possibilités de chacun, rejoint le projet de l'enseignement catholique. Que nos jeunes en filières pro poursuivent jusqu'à bac+3 ne doit plus être une exception !

Quels défis doit relever l'enseignement catholique ?

Y. R. : Il nous faut construire une offre de parcours sécurisés conduisant jusqu'à bac+3. Cela passe par trois lieux complémentaires où agir.

Tout d'abord l'établissement, qui doit penser ce développement en lien avec son projet éducatif. Il doit aussi s'ouvrir à l'apprentissage et aux formations bac+3 en se rapprochant des entreprises et en professionnalisant son offre de formation initiale et continue.

Deuxième lieu : les comités académiques et régionaux (Caec, Crec…), où l'enseignement catholique doit faire en sorte d'apporter aux établissements les ressources nécessaires et proposer une offre lisible ainsi qu'une interlocution unique aux entreprises et partenaires.

Enfin, au niveau national, la création de l'Agence Excellence Pro et de la marque Excellence Pro, à disposition de tous les territoires, pose des jalons. Il faut toutefois déployer des moyens complémentaires, notamment pour le modèle économique de nos établissements et la formation des enseignants et chefs d'établissement. Si la sensibilisation à ces enjeux est réelle, l'objectif est de partager les stratégies de développement au cœur des établissements. **Propos recueillis par Aurélie Sobocinski**

••• *à son rythme. Dans l'accueil de cette diversité, l'enseignement catholique a une proposition singulière à faire connaître en termes de savoir-faire, de savoir-être et d'accompagnement personnalisé !»*, pointe Violaine Bigot, chargée de la commission bac-3/bac+3 à l'Apel nationale.

Cet élargissement passe notamment par le développement de l'alternance. *«Si l'on veut valoriser les jeunes qui s'engagent dans la voie professionnelle, il faut accentuer sa vocation d'excellence professionnelle et d'insertion !»*, appuie Vivien Joby, président du Snceel. D'où l'importance de déployer une offre du CAP jusqu'au post-bac en apprentissage et de favoriser les passerelles entre voie scolaire à temps plein et apprentissage : *«L'avenir des structures passe par cette mixité des parcours et des publics !»*, insiste Jean-Marc Petit, délégué général de RenaSup, qui se réjouit *«des taux de croissance à deux chiffres»* des CFA du réseau en cette rentrée 2020. La professionnalisation des parcours implique des connexions nombreuses avec

© LA JOLIVERIE

le monde professionnel et les dynamiques de territoire. *«Plus que le niveau de diplôme, le premier critère de l'entreprise aujourd'hui est celui des compétences mobilisables sur le terrain, transversales et évolutives !»*, rappelle Bertrand Van Nedervelde, président du Synadic. Quitte à bousculer les représentations dans un monde scolaire où la recherche d'une «adéquation» entre formation et compétences métiers revient encore pour certains à pactiser avec l'ennemi… *«L'École doit être au service des besoins de la société, du monde économique, et pas le contraire. On doit en être convaincus ! Et adapter nos structures pour mieux y répondre»*, insiste Frédéric Delemazure, directeur diocésain de Nantes et référent pour l'enseignement catholique des Pays de la Loire du schéma des formations et du lien avec l'apprentissage.

Amener l'entreprise dans l'École

«C'est la clé pour gagner en crédibilité et en notoriété comme acteur de la formation professionnelle», confirme Émilie Julien, directrice de l'Agence Excellence Pro. La condition du développement aussi pour des lycées confrontés à de lourds enjeux économiques et à la nécessité de diversifier leurs modèles. *«Cela veut dire faire venir l'entreprise dans l'École, bien au-delà de la proposition de stages, pour montrer aux jeunes comment le monde professionnel fonctionne concrètement»*, fait valoir Philippe Poussin, secrétaire général du Cneap, copilote de la dynamique Excellence Pro avec RenaSup. Ses 178 établissements d'enseignement agricole sont particulièrement moteurs dans cette proximité avec le tissu économique local, cherchant à développer le maximum de dynamiques collaboratives.

Professionnels dans les jurys d'examens, contribution aux enseignements, *job datings*, forums métiers, co-construction de formations certifiantes, développement d'activités (crèche, magasin coopératif…), les portes des établissements s'ouvrent. Pour investir ce périmètre jusqu'au champ de la formation continue, le réseau est une force, insiste le responsable du Cneap, qui plaide pour des liens innovants entre les différents

LE CHIFFRE CLÉ

Pour 95 % des parents, la voie pro offre de vrais débouchés professionnels.

Mais… 72 % d'entre eux privilégient pour leurs enfants une orientation vers l'enseignement général et technologique. 52 % des parents pensent en effet que celui-ci permet davantage d'accéder à l'enseignement supérieur. D'où la nécessité de mieux faire connaître les parcours d'études post-bac offerts par la voie pro. **SH**

Source : Sondage BVA, réalisé pour l'Apel (oct. 2020).

champs de formation dans le cadre de la Prospective engagée au niveau national. Passerelles, cordées, rapprochements de formations d'un même environnement, formations transversales, mutualisations de plateaux techniques, pôles d'excellence… *«l'enseignement catholique a une place à tenir, on a encore beaucoup de travail»,* abonde Bertrand Van Nedervelde, président du Synadic. La question de l'organisation territoriale est cruciale. *«Il nous faut une vision globale pour jouer la complémentarité et adapter nos schémas de formation de façon très réactive, tout en maintenant le respect des structures existantes. Cette nouvelle coordination doit amener au sentiment d'un projet partagé et permettre d'embarquer l'ensemble des acteurs»,* plaide Jean-Pierre Picot, ex-directeur de l'institut Limayrac et nouveau directeur diocésain de Toulouse. La marque Excellence Pro, déjà utilisée dans quatre régions, pourrait en devenir le vecteur privilégié, en permettant de signer des conventions-cadres au niveau national et régional avec les branches et ordres professionnels *(cf. p. IX),* et en intensifiant les partenariats avec des instituts catholiques, des grandes écoles et des détenteurs de titres RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles).

Adaptation des parcours

La réussite de toutes ces mutations dépend de l'accompagnement stratégique des équipes. Auprès des enseignants et formateurs d'abord, dont *«les pédagogies doivent évoluer autour de la notion de projet et de travail par compétences, pour offrir une plus grande modulation et adaptation des parcours au service de la diversité des élèves, tout en restant attentifs à leur dimension essentielle de remédiation auprès des malmenés du système»,* souligne Jean-Louis Baudier, président de l'UNETP. Il leur revient aussi d'étoffer les connaissances des équipes pour mieux orienter. C'est l'objectif de formation que s'est fixé RenaSup dans le cadre d'Excellence Pro, en lien avec l'ECM, l'Afadec, l'Apel et les organismes de formation. Le nouveau dispositif, basé sur la dynamique d'équipe d'un binôme professeur principal-parent, sera déployé courant 2021. Autre montée en compétences à soutenir : celle des chefs d'établissement appelés à devenir de réels développeurs avec l'accueil de la mixité des publics. Reste enfin à déployer une communication active autour des nouveaux parcours professionnels, comme s'y est engagée l'Apel depuis deux ans. *«Il faut faire découvrir par des rencontres et des témoignages ce qui se passe au lycée professionnel ! On est en pleine révolution, c'est un travail de longue haleine mais les représentations changent petit à petit»,* observe Violaine Bigot. Après des années de baisse importante, les effectifs des lycées pro de la rentrée 2020 sont stables par rapport à ceux de 2019. La mutualisation soutenue par Excellence Pro auprès de tous les acteurs devrait produire d'autres fruits dans une École catholique *«en marche sur ses deux jambes»,* se réjouit Jean-Louis Baudier.

250 000 jeunes en voies pro et techno

559 établissements sous contrat scolarisent les élèves de la voie pro dans 310 lycées professionnels et 249 lycées polyvalents. Les filières se répartissent ainsi : 66 % Tertiaire, Santé et Social, 22 % Production et 12 % Hôtellerie, Restauration, Tourisme. On recense à la rentrée 2020 : 105 288 jeunes en lycée pro, 43 719 en lycée techno et 52 450 en BTS. Auxquels il faut ajouter près de 35 000 alternants (apprentis accueillis en lycées et centres de formation reliés à 39 CFA et contrats de professionnalisation) et 5 000 divers (bac+3 à bac+5). Soit un total de près de 243 490 jeunes. Les lycées pro et techno représentent 27 % de la population du secondaire des lycées sous contrat. Et 38 % de ce total, si l'on ajoute le pôle post-bac de ces lycées, *«ce qui montre le poids que pèsent les BTS»*, souligne Jean-Marc Petit, délégué général de RenaSup. À noter : il faudrait aussi ajouter les stagiaires inscrits dans le cadre de la formation continue, non recensés à ce jour.

Enfin, l'enseignement agricole du réseau Cneap compte 178 établissements. Il scolarise 44 246 élèves et étudiants, de la 4e au BTS (soit -1,5 % par rapport à l'an dernier). Il accueille aussi 38 644 apprenants en formation professionnelle (soit +35 % en cette rentrée). **SH**

Sources : Solfege, Cneap, Agence Excellence Pro.

1. *Le baccalauréat professionnel : impasse ou nouvelle chance ? – Les lycées professionnels à l'épreuve des politiques éducatives,* V. Troger, P.-Y. Bernard, PUF, 2016.
2. «Stratégies nouvelles pour la voie professionnelle», texte d'orientation du Cnec, novembre 2015. À télécharger sur : ec-boutique.fr

« Un changement de perception est à l'œuvre ! »

Directeur général de l'enseignement scolaire lors de l'élaboration de la réforme de la voie professionnelle, Jean-Marc Huart, recteur de l'académie de Nancy-Metz depuis 2019, mesure les changements en cours.

© RECTORAT NANCY-METZ

Quelles transformations visent la réforme de la voie pro lancée depuis 2018 ?
Jean-Marc Huart : L'objectif est de renforcer son attractivité. Il y a encore trop de métiers sans jeunes et de jeunes sans métier ! D'une orientation trop souvent subie, il nous faut aller vers des parcours choisis par des élèves motivés. Cela passe par la mise en place des familles de métiers en 2de et des perspectives sur le post-bac, notamment avec des modules de préparation à l'enseignement supérieur ou à l'insertion professionnelle en Tle, dès l'an prochain. Cela passe aussi par de nouveaux modes d'intervention pédagogique avec la réalisation du chef-d'œuvre en Tle et l'introduction de la co-intervention des enseignants en classe.

Comment ces évolutions se traduisent-elles dans votre académie ?
J.-M. H. : On observe un très gros investissement des équipes du public comme du privé. Le chef-d'œuvre est mis en place par les professeurs, accompagnés par les corps d'inspection qui leur fournissent de nombreuses ressources. La co-intervention fonctionne. Les 2des par familles de métiers s'installent. Au niveau régional, une réflexion est menée sur les cartes de formation pour réduire la part des filières aux taux d'insertion peu satisfaisants (comme les sections de gestion administrative) et développer des formations avec une meilleure employabilité, par exemple en soins à la personne, en sécurité ou encore dans des métiers industriels en tension.

Où en est-on de l'objectif d'ouvrir une UFA dans chaque lycée pro ?
J.-M. H. : Dans mon académie, où l'apprentissage est traditionnellement très implanté, tout comme dans celle de Strasbourg, on enregistre une progression très importante. L'effectif pour la région académique est de près de 9 000 apprentis relevant de l'Éducation nationale, dont 5 340 apprentis à Nancy-Metz. Parmi eux, 453 sont dans des lycées catholiques. De même, on observe une augmentation du nombre d'établissements qui les accueillent et un mixage des parcours – le mélange des publics restant très limité eu égard à la souplesse pédagogique que sa mise en œuvre exige.

Qu'en est-il de la poursuite des bacheliers pro dans l'enseignement supérieur ?
J.-M. H. : Là encore, l'accompagnement vers une orientation choisie et éclairée est la clé. Il faut présenter aux élèves de bac pro les formations possibles et leur contenu. Dans mon académie, davantage de bacheliers pro s'orientent vers les BTS : en 2020, 28 % des étudiants en 1re année de BTS possédaient un bac pro, soit 1 240 étudiants, contre 27,4 % en 2019. Les BTS sont aujourd'hui pour eux la voie d'accès naturelle à l'enseignement supérieur, avec des attendus adaptés à leur formation.

L'image de la voie pro est-elle impactée ?
J.-M. H. : Oui ! L'an dernier, dans l'académie de Nancy-Metz, les demandes des familles ont progressé de 1,5 % en lycée professionnel (25,5 % en 2020 contre 24 % en 2019). Un changement de perception est à l'œuvre ! Pour le soutenir, nous avons initié l'an dernier la Semaine des lycées professionnels avec la région Grand Est, en invitant dans les établissements les élèves de 3e, les parents et les enseignants. Des témoignages vidéos de parcours remarquables dans les filières ont été diffusés. L'enjeu est de rendre visible l'excellence qu'ils offrent. Un autre défi est de développer les relations avec le monde professionnel. C'est l'objet de la convention que je viens de signer avec l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) Champagne-Ardenne au titre de la région académique. Il faut multiplier ces partenariats. L'entreprise doit nous accompagner à chaque étape du parcours des élèves : en amont, pour parler des métiers, pendant la formation en les accueillant en stage ou en apprentissage, puis en facilitant leur insertion après leurs études. Au cœur de ces enjeux, la voie professionnelle peut être inspirante pour l'ensemble du système !

Propos recueillis par Aurélie Sobocinski

© D.R.

Les « soft skills », critères d'embauche

Philippe Mutricy, directeur de la prospective à la banque publique d'investissement Bpifrance, décrypte les attentes des recruteurs et des jeunes. Les premiers souhaitent que les formations valorisent les compétences comportementales, les seconds qu'elles prennent en compte les valeurs qui leur sont chères.

La compétitivité d'une économie est-elle liée au niveau d'éducation d'une population ?

Philippe Mutricy : Les analyses conduites par l'OCDE le montrent bien : le premier facteur de compétitivité pour un pays, c'est son niveau d'éducation. Plus précisément, c'est le niveau général de qualification de sa main-d'œuvre. Comme cet indice est une moyenne, cela signifie qu'avoir des ingénieurs commerciaux ou universitaires très bien formés ne suffit pas. Il faut se soucier de la performance générale de tous les actifs et aussi limiter le décrochage. Si l'économie allemande se classe parmi les plus compétitives, cela tient à son système d'apprentissage très développé qui permet à chacun d'évoluer.

Cet indice dépend de la formation initiale mais aussi de la formation continue, qui présente l'avantage de pouvoir s'articuler plus étroitement encore avec les pratiques professionnelles, comme le propose l'offre en plein essor des formations professionnalisantes adressée aux salariés – depuis les certifications professionnelles jusqu'aux EMBA (diplômes de management en formation continue) en passant par les licences pro.

Comment préparer les jeunes au monde professionnel de demain ?

P. M. : Le modèle pyramidal et hiérarchique de l'entreprise s'horizontalise avec l'essor du travail en équipe et, en mode projet, l'avènement d'un pilotage moins vertical. Cela induit une attention accrue aux compétences comportementales des salariés, ce que l'on appelle les *soft skills*. Les recrutements se font moins sur les compétences techniques ou sur un niveau de diplôme que sur la capacité à s'intégrer dans une équipe ou à s'adapter aux contraintes. L'envie de s'investir, la joie, la bonne humeur deviennent des critères d'embauche ! Le quotient émotionnel prime sur le quotient intellectuel.

Les attentes des jeunes ont-elles évolué ?

P. M. : Les jeunes ne cherchent plus à intégrer une grande entreprise pour y faire une carrière. Ils sont à la recherche de plusieurs avenirs possibles qu'ils pourront vivre soit au même moment (grâce au temps partiel), soit en changeant de métier au cours de leur vie. Par ailleurs, ils attendent de leurs formations qu'elles soient épanouissantes et qu'elles répondent à des exigences en termes d'éthique, de valeur, d'impact environnemental… Il faut souligner aussi que l'envie d'entreprendre des Français n'aura jamais été aussi forte, notamment chez les jeunes.

« Les recrutements se font moins sur les compétences techniques ou sur un niveau de diplôme que sur la capacité à s'intégrer dans une équipe. »

Comment adapter les enseignements à ces aspirations nouvelles ?

P. M. : Il y a urgence à refonder les contenus et les pratiques pédagogiques. Il n'existe, par exemple, quasiment aucun cours sur les PME alors qu'on en recense quatre millions en France. Ce monde très large et très divers est méconnu, à côté de celui des start-up qui représentent quelques dizaines de milliers de structures et des 272 grandes entreprises françaises. Il faut enseigner les PME dans les grandes écoles et à l'université, au même titre que l'anglais, la comptabilité et le management. Le succès du Mooc « Parcours PME », lancé il y a deux ans avec l'EM Lyon business school, montre que cela répond à une demande. À travers les PME, les jeunes ont besoin qu'on leur enseigne les territoires, les valeurs entrepreneuriales… la vraie vie ! Mieux encore, il faut que les jeunes y travaillent. Pour y contribuer, Bpifrance a labellisé un volontariat en entreprise qui facilite leur embauche dans les territoires d'industrie.

Propos recueillis par Virginie Leray

Ivan Leroux, chef d'établissement, avec ses adjointes Soazig Doucin et Sylvie Garnier-Morel.

© SAINT-JEAN/LA SALLE

Des parcours de réussite jusqu'à bac+5

Au groupe scolaire Saint-Jean, à Rennes (35), les filières pro tournées vers les métiers du tertiaire offrent un parcours de bac-3 à bac+5, y compris en alternance. Une ambition portée avec les entreprises, qui n'hésitent pas à embaucher les élèves, une fois leur diplôme en poche. **Aurélie Sobocinski**

Issu de la fusion de deux établissements secondaires de l'agglomération rennaise (35), le groupe scolaire Saint-Jean offre, sur son site de centre-ville, tous les cursus tertiaires (commerce, vente, assurance, gestion, informatique) du bac-3 au bac+5. Ses bâtiments accueillent d'un côté les 600 élèves du lycée professionnel et technologique (sept bacs préparés), et de l'autre, les 630 étudiants et alternants du Pôle Sup de La Salle. *«L'idée est de permettre à tous les jeunes qui entrent en lycée pro ou techno, les uns avec une forte motivation professionnelle, les autres après un parcours chaotique au collège, de se projeter vers une insertion rapide après le bac. Ou de continuer, via un BTS jusqu'à bac+3, voire bac+5,* souligne Ivan Leroux, le chef d'établissement et président de RenaSup 35. *Ce qui nous importe, c'est de donner de l'appétence pour que chacun atteigne son niveau d'excellence à Saint-Jean ou dans un autre établissement catholique proche.»*

Pour *«ouvrir les possibles»,* Saint-Jean a créé des filières sécurisées jusqu'à bac+3 *a minima* accessibles aux bacheliers pro et techno mais aussi à ceux de la voie générale, indique Sylvie Garnier-Morel, directrice adjointe du Pôle Sup. De fait, l'établissement ouvre ses cinq BTS et une classe préparatoire aux grandes écoles de commerce aux bacheliers pro et techno, mais aussi à ceux de la voie générale. En comptabilité-gestion, les étudiants peuvent obtenir un DCG, diplôme de niveau universitaire équivalent à bac+3, puis un DSCG, diplôme supérieur équivalent à bac+5 ; en sécurité informatique, un bachelor, titre RNCP équivalent à bac+3, suivi d'un master équivalent à bac+5 ; en paie et assurance, deux titres RNCP équivalents à bac+3, dont Responsable paie et pôle social, créé à la rentrée…

Dans ce continuum, une place de choix a été faite à l'alternance, portée par son CFA, parallèlement à l'offre en voie initiale sous statut scolaire. *«C'était déjà le cas pour les titres RNCP et diplômes à bac+3 et bac+5. Depuis la rentrée, cela concerne aussi nos BTS dont la qualité des contenus est assurée par les mêmes enseignants que ceux de la filière sous statut scolaire»,* explique Soazig Doucin, responsable de l'alternance du lycée et du Pôle Sup de La Salle. *«On oublie souvent que la troisième mission de l'École, avec instruire et éduquer, est d'insérer ! D'où l'importance de cette offre de poursuite d'études post-bac en apprentissage. Elle attire un public différent, plus largement issu des bacs pro, et accroît les possibilités d'insertion»,* reprend Ivan Leroux, dont l'établissement compte aujourd'hui 180 alternants. De fait, 100 % d'entre eux trouvent du travail dont 65 % là où ils ont fait leur apprentissage ! L'excellence de ces parcours repose sur des partenariats étroits avec le monde professionnel, nourris par les réseaux

© SAINT-JEAN/LA SALLE

Étudiants en BTS Services informatiques aux organisations.

d'anciens élèves et de parents travaillant dans le métier. Sans oublier les relations privilégiées avec l'ordre des experts-comptables, au plan local et national *(cf. encadré).* Participation aux jurys d'examens, aux enseignements, aux *jobs dating* et aux forums métiers organisés par Saint-Jean, visites et accueils de stagiaires en entreprise… les échanges sont nombreux, de façon informelle ou via la signature de conventions, allant jusqu'à la co-construction de formations certifiantes, au plus près des besoins de la profession (quatre titres RNCP de niveau bac+3 et bac+5 au total).

« À Saint-Jean, on peut compter sur des enseignants investis et un partenariat réellement constructif dans lequel on a notre mot à dire, tous au service d'un même parcours de formation, voire d'embauche ! », souligne Antony Laloue, ancien élève de La Salle, codirigeant d'un cabinet d'expertise-comptable de soixante-dix salariés à Rennes. Pointant *« le sérieux scolaire et le savoir-être de ses apprentis »,* il recrute chaque année une demi-dizaine d'entre eux et met à disposition sa responsable du service social pour assurer des heures de formation.

Qualité de l'accompagnement

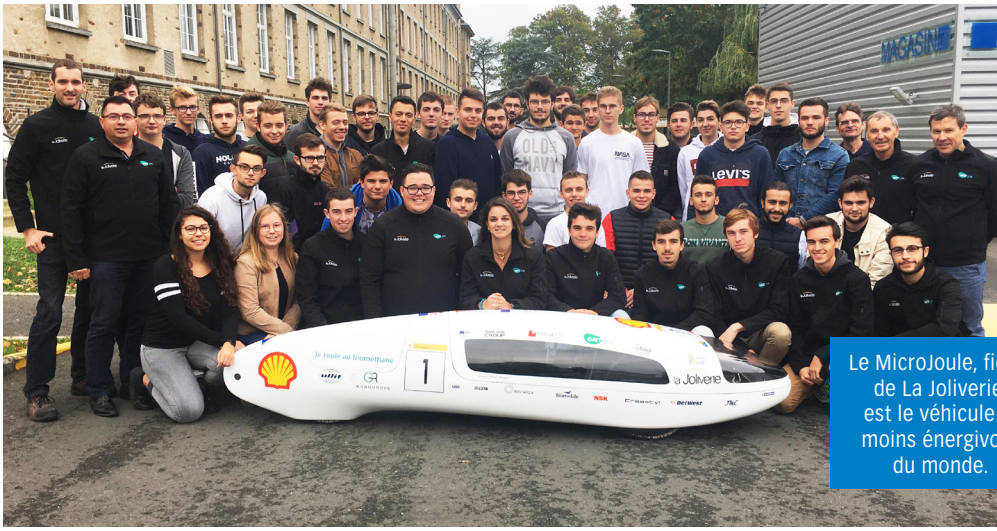
La mise en place de quotas de bacheliers pro en BTS, engagée avec le rectorat de l'académie de Rennes depuis cinq ans, et le fort investissement dans les Cordées de la réussite avec deux autres lycées catholiques (Jeanne-d'Arc, à Vitré, et Jeanne-d'Arc, à Rennes), font effet sur le recrutement. *« De nombreux élèves viennent dès le bac ou en BTS en prévision de la suite ! Et il n'est pas rare de les voir rester cinq, six ou sept ans à Saint-Jean »,* se réjouit Véronique Touzé, enseignante et formatrice en droit social et gestion juridique, fiscale et sociale. Cette année, 31 bacheliers techno et pro poursuivent en post-bac, 13 en alternance et 22 lycéens issus d'une Cordée de la réussite sont inscrits en BTS. Et 95 % des étudiants en BTS continuent en bac+3 dans l'établissement ou ailleurs, alors que la moyenne nationale est de l'ordre de 50 % à 55 %… Dans ces parcours, *« la qualité de l'accompagnement des apprenants, qui prend en compte toute leur personne et leurs talents, constitue aussi un élément clé »,* poursuit la référente pédagogique en DSCG1. *« Ici, nous avons une perspective jusqu'au master, avec les mêmes profs, réceptifs à nos questions sur les cours ou sur notre orientation. Ils nous parlent des parcours d'anciens élèves et cela nous rassure. On n'est pas lâchés comme à la fac, il y a une vraie continuité »,* pointe Adrien, bachelier S venu pour un DCG sans imaginer qu'il poursuivrait en DSCG. *« Entre le lycée pro et le bac+5, on travaille de façon totalement décloisonnée,* insiste Gérard Bôcher, enseignant dans différents niveaux – de la 2de pro au bac+3. *Cela fait le lien entre les différentes filières et laisse un maximum de portes ouvertes grâce à de nombreuses passerelles. »* L'enjeu aujourd'hui est de faire valoir ce travail dans les lycées d'enseignement général et les collèges, soutient Sylvie Garnier-Morel : *« On a besoin de faire connaître la richesse de nos propositions et de montrer qu'elles sont pleines d'avenir ! »*

EXPERTS-COMPTABLES ET UIMM : DES ACCORDS NATIONAUX

Facilités par l'Agence Excellence Pro, les réseaux d'établissements travaillent avec les branches professionnelles et se structurent par Opco (Opérateurs de compétences, chargés du financement de la formation professionnelle). Pour ceux qui relèvent du champ des assurances, services financiers et conseil (l'Opco Atlas), une convention-cadre nationale a été signée le 20 novembre dernier entre RenaSup, l'Agence Excellence Pro et l'ordre des experts-comptables. *« Elle marque un lien fort avec la profession, qui s'engage à intervenir en formation dans les établissements et à accueillir des apprentis, tandis que l'enseignement catholique contribue de manière active aux besoins de formation et de qualification des professionnels de cette filière »*, souligne Ivan Leroux, pilote pour RenaSup de l'Opco Atlas, déjà à l'initiative d'une convention de partenariat entre le Caec Bretagne et le conseil régional de l'ordre des experts-comptables en décembre 2019. *« Cette démarche est emblématique de ce que veut promouvoir la dynamique Excellence Pro »*, pointe Yves Ruellan, président de RenaSup. Le 26 novembre dernier, une convention-cadre a été également signée par l'Agence Excellence Pro, sous l'égide de Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique, avec l'UIMM, la fédération patronale des industries et métiers de la métallurgie.

La Joliverie, moteur d'excellence

Connu à l'international pour sa voiture MicroJoule, le groupe scolaire La Joliverie (44) mise sur la pédagogie de projet pour faire réussir tous ses élèves. L'établissement, qui vient de fêter ses cent ans, pourrait être le premier Campus d'excellence de l'enseignement catholique. **Coline Léger**



© LA JOLIVERIE

Le MicroJoule, fierté de La Joliverie, est le véhicule le moins énergivore du monde.

Les 25 et 26 septembre derniers, le groupe scolaire La Joliverie célébrait cent ans de formation professionnelle, sur son site historique de Saint-Sébastien-sur-Loire, aux portes de Nantes. *« Dès sa création par les Jésuites, sous le nom d'Institut professionnel catholique, l'établissement s'est tourné vers l'enseignement professionnel pour former des ingénieurs dans le domaine industriel »,* relate Patrick Bizet, le directeur général. Repris par le réseau La Salle, puis passé sous tutelle diocésaine, l'ensemble scolaire s'est depuis élargi au tertiaire et aux arts appliqués, sans jamais renoncer à l'industrie, pour répondre aux besoins du territoire. Il compte aujourd'hui 70 formations, pour 4 700 apprenants (de l'élémentaire à bac +5), dont 1 600 étudiants et 700 apprentis en post-bac. Plus de 4 000 entreprises gravitent autour de l'établissement, parmi lesquelles de grands groupes industriels tels que le japonais Yaskawa (robotique), l'américain Haas (usinage), Manitou (matériel d'élévation), Renault… *« Notre spécificité est d'offrir un parcours de formation complet qui comprend l'enseignement supérieur, que ce soit à La Joliverie ou via des partenariats : treize cursus sont proposés en co-formation, comme les bachelors Commerce, Marketing et Tourisme avec l'université de Coventry »,* précise Patrick Bizet, qui préside Excellence Pro Pays de la Loire (110 établissements et 30 000 élèves), dont le but est de pour promouvoir les formations professionnalisantes. *« Notre objectif, c'est d'aider chaque élève à trouver son propre chemin »,* souligne-t-il. Pour y parvenir, La Joliverie, fidèle à son histoire, s'appuie sur la pédagogie de projet : *« Les Jésuites souhaitaient confronter les jeunes au réel »,* rappelle le directeur de la Joliverie. Preuve en est le projet MicroJoule, qui l'a fait connaître dans le monde, lancé il y a plus de trente-cinq ans. Depuis, chaque année, les étudiants du BTS Moteurs à combustion interne conçoivent le moteur le plus économe en énergie et le plus puissant possible, pour la compétition internationale Eco-Marathon Shell. *« Nous détenons le record du monde des économies d'énergie ! Porté par un enseignant, ce projet nous a permis de tisser des liens avec de nombreuses entreprises, comme Shell, GRTgaz, Michelin… mais aussi avec des écoles et des universités »,* ajoute Patrick Bizet.

Médaille d'or au concours des meilleurs apprentis de France

Ces projets offrent une approche pragmatique aux élèves pour lesquels l'abstraction est un frein dans l'acquisition des savoirs. *« À travers les créations de mini-entreprises, menées avec le réseau Entreprendre pour apprendre, les jeunes développent des compétences dans un autre contexte que la classe, ils gagnent en responsabilité et en autonomie »,*

témoigne Mathieu Longépé, enseignant en bac pro Métiers du commerce et de la vente (MCV). Ses élèves travaillent actuellement à la conception d'une poignée amovible pour se tenir dans un bus sans craindre d'attraper le coronavirus. *« J'ai été recrutée comme* Happiness Manager *de notre mini-entreprise, un poste qui se développe : je suis chargée de la cohésion de groupe, j'ai plein d'idées ! Car nous devons coopérer et nous entraider pour faire avancer ce projet commun »,* détaille Emma, en 1re MCV. Les concours des meilleurs apprentis de France vont dans le même sens : *« C'est très valorisant pour nos jeunes ! L'une de nos élèves de bac pro Métallerie, Marylou Raimbeaud, a ainsi remporté la médaille d'or nationale pour la conception d'un escalier »,* se réjouit Patrick Bizet.

Des stages à l'international

Quant aux témoignages de professionnels sur leur parcours, ils aident les élèves à se projeter dans un métier : *« Ça contribue à lever des freins. Par exemple, j'aime faire intervenir des femmes chefs d'entreprise »,* détaille Mathieu Longépé, qui travaille avec le réseau 100 000 entrepreneurs.

Les matières plus classiques bénéficient aussi de mises en situation, à travers les heures des co-intervention avec les enseignants des matières professionnelles. Un exemple : *« Avec les élèves de la filière Électricité, nous travaillons sur deux projets : un film de prévention sur les accidents de chantier, pour lequel ils doivent rédiger un scénario et se filmer ; un itinéraire littéraire qui va les conduire à enregistrer des poèmes et concevoir un détecteur qui les diffusera quand on passera devant leur espace, lors des journées portes ouvertes »,* explique Amalia Dekokère, enseignante de lettres et d'histoire.

Autre défi : développer leur sensibilité à l'international, qui est l'une des spécificités de l'établissement. *« Seuls 4 % des jeunes de lycée professionnel font des stages à l'étranger. Les élèves pensent que ce n'est pas pour eux. D'où l'importance, là encore, de leur montrer que c'est possible »,* souligne Mathieu Longépé. Les enseignants encouragent les élèves de bac pro à participer au programme Erasmus Plus, qu'ils soient en Électricité, en Gestion administration, en Métallerie, ou en Commerce et Vente ! *« Ça les impressionne, à 17 ans, de partir loin de leur famille, mais des enseignants sont présents »,* précise Amalia Dekokère. Avec les équipes pédagogiques, elle monte les dossiers de financement pour obtenir les bourses nécessaires à leurs voyages et stages à l'étranger : *« Les jeunes reviennent fiers d'être parvenus à intégrer le monde de l'entreprise dans un pays dont ils ignoraient tout ! »*, se réjouit-elle. Ces expériences réussies sont le résultat de l'accompagnement offert aux élèves, tout au long de leur scolarité. *« Les plus fragiles sont les 3es prépa métiers qui arrivent souvent fâchés avec l'École et qui ne savent pas encore vers quoi s'orienter,* souligne Amalia Dekokère. *Nous travaillons à leur redonner confiance, en mettant en valeur leur investissement. À partir de la 2de professionnelle, les élèves ont choisi une formation qui leur plaît : ils sont motivés. »* Un environnement qui incite nombre d'entre eux à choisir la poursuite d'études, au sein de l'établissement ou à l'extérieur.

Un Campus Design et industrie du futur

Le label Campus des métiers et des qualifications et, pour les établissements les plus innovants, le label Campus d'excellence, ont été mis en place par le ministère de l'Éducation nationale. Ils visent à créer des synergies au sein d'un territoire entre les acteurs de l'éducation et ceux d'une filière économique pour construire les métiers de demain. *« Nous travaillons à l'obtention de ces deux labels de façon concomitante »,* indique Patrick Bizet. L'ensemble scolaire qu'il dirige, La Joliverie, situé au sud de Nantes, pourrait ainsi devenir le premier établissement de l'enseignement catholique à être reconnu comme support d'un Campus d'excellence. Onze critères sont requis pour y prétendre : *« Ce n'est pas l'établissement en tant que tel qui est labellisé, mais le réseau d'écoles et d'entreprises dont il est le pivot. Ces établissements, inspirés des campus américains comme Harvard, offrent une ouverture à l'international et développent des projets sportifs »,* détaille Patrick Bizet. Contrairement aux autres campus, La Joliverie ne se positionne pas sur une filière, mais sur la famille de métiers « Design et industrie du futur » : *« Je crois en la transversalité »,* explique le directeur, qui a le soutien des acteurs économiques et politiques du territoire. L'établissement, qui s'apprête à déposer son dossier, espère obtenir le label courant 2021.

© LA JOLIVERIE

Des lycées à l'écoute des territoires

Pour coller au plus près des besoins du marché local, l'offre de formation pro doit être pensée avec la Région et les entreprises. Cette adaptation permanente s'accompagne de nouvelles stratégies pour donner envie aux élèves de s'engager dans cette voie encore méconnue. **Noémie Fossey-Sergent**

La formation est un levier de développement économique. Et les filières de la voie pro ont l'atout, en préparant directement à un métier et de façon assez rapide, de pouvoir être réactives face aux besoins fluctuants du marché local de l'emploi. Pour que les établissements catholiques puissent assurer un débouché à leurs élèves, ils ont tout intérêt à travailler avec la Région, les branches professionnelles et les entreprises du territoire. *« Sans être dans une logique mercantile, le domaine de la formation repose tout de même sur un système de client/fournisseur, avec un acteur qui apporte un service à l'entreprise en formant une main-d'œuvre dont elle a besoin et qu'elle recrutera,* rappelle Christophe Coulon, vice-président de la région Hauts-de-France, chargé de l'apprentissage et de l'artisanat. *Il faut donc que les acteurs de la formation soient à l'écoute des besoins des entreprises et aient une bonne compréhension des métiers auxquels ils devront préparer les jeunes. »* Selon lui, l'enseignement catholique porte une vraie valeur ajoutée, *« son sens de l'accompagnement humain et son écoute »,* qui peuvent être décisifs pour guider les élèves. À condition que les jeunes fassent aussi preuve de pragmatisme en essayant de faire coïncider une éventuelle vocation professionnelle avec un métier à fort potentiel de recrutement. Car, comme l'observe le directeur diocésain de l'Aisne, Franck Talleu, les filières pro qui attirent actuellement les jeunes, ne sont pas forcément celles qui recrutent le plus : *« La filière services à la personne, par exemple, a du succès mais ce n'est pas celle qui conduit le mieux vers l'emploi. À l'inverse, l'électronique a du mal à séduire alors qu'il y a des postes à pourvoir. Du coup, en travaillant avec le rectorat, on parvient à rationaliser certains moyens pour maintenir ces formations porteuses malgré parfois un seuil d'élèves minimum à peine atteint : en faisant notamment des cours à double niveau, 1re et Tle mélangées, pour les ateliers. »*

Des jeunes de plus en plus qualifiés

Ce choix de miser sur la voie pro, et plus particulièrement sur l'apprentissage, a été fait depuis longtemps dans l'Aisne. Et, le diocèse encourage ses lycées pro et supérieurs à se doter d'UFA (Unité de formation par apprentissage) pour satisfaire ses bacheliers de plus en plus tentés par la poursuite d'études. *« L'Aisne est un petit département et huit de nos neuf lycées professionnels et supérieurs catholiques, même modestes, ont une UFA administrativement rattachée au CFA Don Bosco régional. Ces UFA permettent d'offrir une continuité de parcours aux élèves de la voie pro,* explique Franck Talleu.

Le gros avantage : c'est simple et rapide d'ouvrir une UFA sur le plan des autorisations administratives. Cette flexibilité colle avec les besoins de l'emploi et les fluctuations du marché. Ainsi, on a pu ouvrir un CAP Coiffure, à Bohain-en-Vermandois, avec huit apprentis et cela est rentable. Alors qu'ouvrir une classe sous statut scolaire avec huit élèves n'aurait pas été possible.»
Un avis partagé par Éric Hans, chef d'établissement de l'ensemble scolaire (comprenant entre autres un lycée pro) Sainte-Croix – Saint-Euverte, à Orléans (45) : *« Proposer du supérieur en lycée pro est très attractif aujourd'hui pour les élèves. Les entreprises ne se satisfont plus du bac, et le niveau de technicité des métiers ne cesse d'augmenter. Les jeunes doivent être de plus en plus qualifiés.»* Son lycée est doté aussi d'un centre de formation continue qui prépare en quelques mois des adultes à effectuer une tâche précise. *« En Centre – Val de Loire, nous avons beaucoup d'entreprises cosmétiques. Nous sommes en contact avec elles et elles peuvent nous faire part d'un besoin de main-d'œuvre pour des conducteurs de ligne, par exemple, dans les sept mois qui viennent. En deux à trois semaines, nous sommes capables de réagir et de former la dizaine de personnes qui seront recrutées ensuite par l'entreprise.»* Ce service rendu aux territoires sur le plan de la formation continue permet aussi aux établissements d'enrichir leur réseau, notamment pour trouver les stages de leurs élèves sous statut scolaire.

Offres complémentaires

Le maillage des établissements catholiques, historiquement dense, joue de plus en sa faveur car, comme le souligne Christophe Coulon, *« beaucoup de familles prennent en compte le facteur mobilité et privilégient des formations situées près de leur domicile ».*
Mais il faut veiller à ce que cette proximité géographique des structures ne favorise pas la concurrence, expose Franck Talleu. *« Nous avons dans l'Aisne deux lycées pro, proposant un bac pro Hôtellerie, distants de cinquante kilomètres : l'un est le lycée hôtelier de référence et forme du CAP au BTS ; l'autre a coloré son bac pro d'une spécialisation dans le design culinaire. Un code de bonne conduite a été établi entre eux. Ils doivent concevoir leur offre en pensant complémentarité.»* L'enjeu pour assurer la pérennité de ces formations est donc de mieux faire connaître en amont la voie pro. Éric Hans estime pour sa part qu'il serait utile de former les professeurs principaux de 4e et 3e chargés de l'orientation pour qu'ils aient une bonne connaissance de ces parcours et *« qu'ils puissent expliquer à un jeune comment devenir ingénieur en passant par la voie pro ».*

Casser les préjugés

Le travail de sensibilisation des collèges s'avère essentiel. En plus de journées portes ouvertes, le lycée professionnel Sainte-Croix – Saint-Euverte a organisé un concours « Je filme la formation qui me plaît ». L'idée ? Demander à des jeunes en filière pro de se filmer en atelier et de présenter leur vidéo aux collégiens de leur territoire.

© LA JOLIVERIE

« Voir des élèves parler concrètement de leur formation les rassure, indique Éric Hans. *Et permet de casser les préjugés sur les métiers industriels notamment.»* Des stages courts d'immersion peuvent également être effectués par les collégiens. Dans l'Aisne, les collèges ont un lien fort et ancien aux lycées pro. Pour autant, *« nous avons un travail à mener pour que la voie pro soit perçue comme une voie d'excellence. Il faut une dynamique institutionnelle »,* estime Franck Talleu L'enseignement catholique des Hauts-de-France prépare ainsi une carte de toutes les formations professionnalisantes (sous statut scolaire, par apprentissage…) pour informer les jeunes du territoire. La commission chargée des formations professionnelles réfléchit également à une déclinaison régionale du Salon Excellence Pro pour y faire venir les enseignants des collèges mais aussi, pourquoi pas, des écoles. *« Beaucoup ne connaissent pas la réalité de la voie pro aujourd'hui. Il est important que les élèves en aient entendu parler dès le plus jeune âge »,* pointe le directeur diocésain.

Former à l'orientation

Un parcours de formation Excellence Pro, pour enseignants et parents, est reconduit en 2021. Son ambition : accompagner à l'orientation dans une stratégie collective qui inclut pleinement la voie professionnelle. **Virginie Leray**

Si le Salon Excellence Pro n'a pas pu se tenir pour cause de Covid-19, son objectif de valorisation des filières pro reste d'actualité. Tout comme le parcours de formation visant à les placer au cœur de l'accompagnement à l'orientation, qui a été suivi l'an dernier par 600 enseignants et parents d'élèves, en parallèle de la préparation du salon.

C'est pourquoi RenaSup approfondit sa proposition, avec les trois organismes de formation de l'enseignement technique et professionnel (Ifeap, CTPN et CNFETP), le concours de l'Afadec et de l'ECM et le financement de Formiris. Un ensemble de modules sera proposé courant 2021. L'objectif n'est pas de se focaliser sur les filières pro mais d'aider à construire un discours général sur l'orientation qui les inclut pleinement. Aux apports concernant l'organisation générale du système dans une logique de formation tout au long de la vie, s'ajouteront des travaux sur une posture d'accompagnement qui fasse la part belle à la connaissance de soi des élèves. *« Il s'agit d'en finir avec une conception de l'orientation trop restreinte et stéréotypée, notamment en présentant les passerelles ouvertes par les réformes des lycées et de la formation professionnelle »,* explique Dominique Campana, de l'ECM, qui a coordonné l'ingénierie de formation. *« Il y a urgence à rendre lisibles les spécificités pédagogiques qui font la plus-value de ces filières et les débouchés qu'elles peuvent offrir jusqu'à bac+5 »,* complète Jean-Marc Petit, délégué général de RenaSup. La formation cible les participants de la précédente session mais aussi tous les professeurs. Chaque collège est invité à y inscrire un binôme parent-professeur, qui diffusera localement une culture de l'accompagnement à l'orientation. La modularité du parcours permettra de répondre aux attentes des enseignants de lycée général, de lycée professionnel et de collège. Sans oublier les professeurs principaux qui seront outillés pour l'animation d'équipe.

Faire le lien avec le parcours Avenir

La coopération entre les organismes de formation fonctionne à plein, comme en atteste Rosane Louviot, directrice du CNFETP : *« Notre envie de valoriser un secteur méconnu du système éducatif facilite le travail. Nous partageons aussi le souci d'articuler la formation au quotidien des équipes – du parcours Avenir à Parcoursup en passant par les conseils de classe. »* Dans le même esprit, des expérimentations seront proposées durant les intersessions, comme l'observation d'un cours co-animé par des professeurs de matières générales et professionnelles.

Objectif : former un maximum d'enseignants et constituer un premier vivier de futurs référents orientation, dans chaque établissement.

© P. GIRAULT

Ce qu'en disent les élèves…

Pour les élèves du lycée La Salle–Saint-Nicolas, à Issy-les-Moulineaux (92), dirigé par Michel Quinton, la voie pro était la meilleure option. Répartis dans quatre filières, ces jeunes en CAP, bac pro ou BTS se projettent dans l'avenir avec

Raphaël, CAP 1re année Mécanique
J'aimerais travailler chez Mercedes. Et plus tard, ouvrir un garage. Ce sont les professeurs qui m'ont poussé à viser le top du top. J'ai envie de travailler dur et d'apprendre de plus en plus de choses.

Enzo, 2de bac pro Systèmes numériques
La voie pro est souvent dénigrée. On imagine des élèves qui n'ont pas de bonnes notes, alors qu'en vrai, c'est super ! Il y a des filières qui sont très bien et on peut continuer ses études après le bac.

Rayen, 2de bac pro Maintenance des équipements industriels
Les professeurs nous aident à choisir ce que l'on veut faire plus tard. En bac pro Maintenance, on sait dans quelle filière on se trouve et on comprend donc tout de suite le travail demandé.

Maxime, 1re année BTS Technico-commercial
Le chef de centre du garage m'a fait tester différents métiers : la mécanique, le diagnostic, le service après-vente, magasinier et la vente. J'ai vraiment aimé la vente. C'est pour ça que je suis maintenant en BTS Technico-commercial.

La Salle SAINT NICOLAS
Frères des Écoles Chrétiennes ISSY-LES-MOULINEAUX

Donia, CAP 1re année Agent de sécurité
Je vais suivre les deux ans de CAP puis faire de l'alternance et ensuite passer les concours pour rentrer dans la police. Au lycée, ils nous considèrent davantage comme des adultes. Cela me permet d'être plus autonome et responsable.

Adrien, 2de bac pro Systèmes numériques
Après mon bac pro, je veux suivre le BTS Risques qui est plus spécialisé. On peut envisager d'être ingénieur informatique en suivant d'autres études après le BTS.

Thibaud, 1re bac pro Maintenance des véhicules
La mécanique, j'aime vraiment ça. Je me donne à fond. Cela fait plaisir de réussir. On gagne en confiance en soi.

Kaïsei, 1re bac pro Maintenance des équipements industriels
Je me suis posé des questions sur ce que je pouvais faire après ces études et j'ai été très bien guidé par un ancien élève qui est mécanicien chez Air France. (…) Après ce bac pro, je compte préparer un BTS Aéronautique. Je m'imagine réaliser la maintenance d'avions dans un hangar.

Raphaël, 1re année BTS Technico-commercial
On peut faire plein de métiers avec un BTS ! (…) Pour moi, la voie pro, c'était la meilleure option. On a un travail à la sortie. Et comme on a déjà fait des stages, on connaît les entreprises. C'est plus simple, on est déjà dans le monde professionnel.

Nathanaël, 1re bac pro Systèmes numériques
En cours de domotique, j'ai appris à paramétrer des décodeurs internet, à réaliser des disjoncteurs, à programmer des serveurs. J'en suis très fier !

Louis-Maxence, CAP 1re année Agent de sécurité
C'est une grande chance d'être dans la sécurité car on suit une formation qu'on aime. Quand on est intéressé par un métier, il y a de bons résultats derrière.

LA VOIE PRO S'AFFICHE SUR LE WEB !

En 2021, l'enseignement catholique ouvrira le premier showroom virtuel de ses formations pro. Cette vitrine attractive permettra aux jeunes et à leurs familles de découvrir tous les établissements de son réseau qui proposent ces filières et préparent ainsi à une large palette de métiers. Une grande première !

La dynamique Excellence Pro se poursuit sur la Toile ! Sous l'égide de RenaSup, une équipe prépare actuellement une vitrine dédiée à la promotion de la voie pro. Tous les réseaux de l'enseignement catholique et les acteurs publics et privés sont associés à ce travail. L'objectif visé rejoint celui du salon, prévu en mars dernier à Paris, qui n'a pu se tenir du fait de la pandémie : présenter tout l'éventail des fi lières et des métiers, *« faire connaître nos propositions et nos méthodes aux familles mais aussi aux entreprises pour mettre en avant la pertinence de l'enseignement catholique dans le domaine de la formation professionnelle »* annonce Jean-Marc Petit, délégué général de RenaSup.

Cette plateforme virtuelle verra le jour au cours du premier trimestre 2021. Conçue comme un lieu d'exposition des formations professionnalisantes de l'enseignement catholique, elle intègrera les trois entrées prévues au salon de la Villette : « Opco », « Régions » et « Dynamiques éducatives ».

Chacun pourra s'arrêter dans le hall d'entrée et accéder facilement au descriptif des formations proposées sur les stands de chaque établissement de la voie pro, référencé par son Opco. Le visiteur pourra aussi s'orienter grâce à une cartographie des territoires et des structures régionales de l'enseignement catholique, dont les grandes orientations en matière de formation lui seront également présentées.

Ce premier showroom de la voie pro, ouvert aux jeunes et aux familles mais aussi au monde professionnel, sera animé par de nombreux temps forts, tant au niveau national que régional et tout au long de l'année. Au programme : des tables rondes, des rencontres avec des professionnels, des webinaires…
Mais si, comme Jean-Marc Petit le rappelle, le cap et la structure sont proposés par RenaSup, associé au Cneap, *« c'est de la mobilisation dans les territoires que viendra le succès de l'entreprise »*.
À bientôt sur la plateforme du pro ! **Marie-Amélie Marq**